

Convention

entre

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour

et

ENEDIS

Pour les travaux d'études, de déplacements et de raccordements des ouvrages électriques de distribution publique, liés à la construction des lignes 1 et 2, du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS)

Entre :

Le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, domiciliée 15 avenue Foch CS 88507 64185 BAYONNE CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Claude OLIVE, habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération du 08 septembre 2017, reçue à la Préfecture, ci-après désignée par « **le Syndicat** »,

D'une part ;

Et :

La SA ENEDIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le n° 444 608 442, dont le siège social est situé Tour **ENEDIS**, 34 place des Corolles, 92079 Paris La Défense CEDEX, représentée par Monsieur Marc LOTZ en qualité de Directeur de la Direction Régionale Pyrénées & Landes, dûment habilité aux fins des présentes et ci-après dénommé « **ENEDIS** »,

D'autre part.

Etant préalablement exposé que :

Par délibération du 27/09/2010, le **Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour** a décidé la réalisation de deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), une reliant Bayonne Nord à Biarritz et une deuxième reliant Tarnos Nord à Bayonne Sud.

Le **Syndicat** est maître d'ouvrage de cette opération en qualité d'autorité compétente pour la réalisation et la gestion d'infrastructures, d'aménagements et d'équipements affectés aux services de transports en commun et de leur mise à disposition des usagers dans des conditions normales d'entretien, de fonctionnement et de sécurité.

Par délibération du 18 novembre 2016, **le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour** a lancé la procédure de demande de Déclaration d'Utilité Publique auprès du Préfet des Pyrénées Atlantiques.

Par arrêté inter-préfectoral du 05 décembre 2017, Monsieur Le Préfet des Pyrénées Atlantiques a lancé la procédure de déclaration d'Utilité Publique le projet « de création de deux lignes de bus à haut niveau de service (BHNS) et des aménagements urbains et paysagers associés »

La présente convention conclue entre le **Syndicat** et **ENEDIS** concerne les travaux de déplacement des réseaux publics de distribution d'énergie électrique, nécessaires à la construction des lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). Ces réseaux sont implantés sur le domaine public routier, sur le domaine public autre que routier, sur le domaine privé des collectivités locales ou des tiers privés.

Cette convention évoque aussi le raccordement au réseau public de distribution d'électricité des stations et des diverses infrastructures du BHNS demandées du **Syndicat**.

Ce projet de Bus à Haut Niveau de Service comprend la construction de

- la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) reliant Bayonne Nord à Biarritz,
- la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) reliant Tarnos Nord à Bayonne Sud.

Un avenant à la présente convention pourra être conclu en cas d'évolution du réseau du BHNS qui nécessiterait de nouveaux déplacements de réseaux.

SOMMAIRE

1. OBJET	5
2. SITUATION GEOGRAPHIQUE	5
3. PLANNING PREVISIONNEL DES ETUDES ET TRAVAUX DU BHNS	5
4. REPARTITION DES MISSIONS	5
4.1. Missions exercées par le Syndicat	5
4.2. Missions exercées par ENEDIS	6
5. Engagements des parties sur la prise en charge financière des travaux	6
5.1. Prestations prises en charge par ENEDIS pour les déplacements d'ouvrages rendus nécessaires par la réalisation du BHNS situés initialement sur le domaine public routier	7
5.2. Prise en compte de sujétions spécifiques au regard des ouvrages exploités par ENEDIS	7
5.3. Déplacements et/ou enfouissements des ouvrages exploités par ENEDIS situés initialement sur le domaine privé d'une collectivité ou d'un particulier et / ou sur le domaine public autre que routier	7
5.4. Déplacements et/ou enfouissement des ouvrages exploités par ENEDIS dans l'intérêt d'un autre occupant du domaine public routier	7
5.5. Déplacement provisoire et mise en place de protections	8
5.6. Demande de déplacement en urgence	8
5.7. Demande de raccordements définitifs	8
5.8. Les plans	9
5.9. Les arbres	9
5.10. Double déplacement	9
5.11. Surveillance Archéologique	9
5.12. Réseaux non déplacés situés dans l'emprise des travaux du projet	9
5.13. Non réalisation du projet – Absence de DUP	9
6. Nature de la prestation réalisée par ENEDIS	9
6.1. Principes de base retenus par les parties	9
6.2. Identification des travaux de déplacement à réaliser	9
6.3. Remise d'un Avant Projet Sommaire (APS)	10
6.4. Détermination par ENEDIS de l'étude détaillée définitive et validation par le Syndicat	10
6.5. Réalisation des travaux de modification des ouvrages électriques	10
6.6. Information des riverains	11
7. Conciliation	11
8. Maintien des accès publics pendant les phases de travaux	11
9. Travaux à réaliser dans le cadre de l'anticipation des raccordements des futures constructions	11
10. Coordination, Programmation et Sécurité des travaux	11
11. Modalités de règlement des travaux à la charge de Le Syndicat	12
11.1. Validation de la prise en charge des frais de déplacement ou de modification des ouvrages exploités par ENNEDI	12
11.2. Etablissement des factures par ENEDIS	12

11.3. Règlement des factures émises par ENEDIS	12
12. Responsabilité	13
13. Accès au chantier	13
14. Durée de la convention	13
15. Election de domicile	13
16. Litiges	13
17. Enregistrement	13
18. Acceptation	13

Introduction

La réalisation par le **Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour** du « projet de création de deux lignes de bus à haut niveau de service (BHNS) et des aménagements urbains et paysagers associés » suppose le déplacement de certains réseaux situés dans l'emprise du projet.

C'est dans ce contexte que le Syndicat et ENEDIS ont souhaité conclure par une convention les modalités pratiques, techniques et financières de réalisation des travaux de déplacement des réseaux publics de distribution d'énergie électrique.

De plus, la particularité de certains travaux qui ne répondent pas strictement à ces critères ou lorsque les ouvrages exploités par ENEDIS sont initialement implantés sur le domaine public autre que routier ou sur le domaine privé (des collectivités locales ou des tiers privés) nécessite également que les parties définissent les modalités pratiques, techniques et financières de réalisation et de financement des travaux de déplacement des ouvrages de distribution publique.

Par la présente convention, les parties ont décidé de contractualiser leurs engagements réciproques.

Ceci étant exposé il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1. OBJET.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exécution et de financement des études, des travaux de déplacement ou de modification des ouvrages exploités par le concessionnaire **ENEDIS**, dans le cadre des travaux de construction des lignes du BHNS du **Syndicat des Mobilités l'agglomération Côte Basque Adour**, définie dans le préambule. Cette présente convention concerne les phases études et travaux des lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) reliant Bayonne Nord à Biarritz pour la ligne 1 et Tarnos Nord à Bayonne Sud pour la ligne 2.

2. SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le tracé des projets définitifs des lignes du BHNS est indiqué dans l'annexe n°1 de la présente convention, connu au jour de la signature de la présente convention, sur la base des travaux prévus jusqu'à fin 2019. Pour les travaux au-delà cette date, le projet sera réactualisé au fil de l'eau.

3. PLANNING PREVISIONNEL DES ETUDES ET TRAVAUX DU BHNS

Le planning prévisionnel des études et des travaux sur la base des travaux connus jusqu'à fin 2019 constitue l'annexe n°2 de la présente convention. Celui-ci évoluera en fonction de l'avancement du chantier et sera communiqué aux parties au fil de l'eau. Les évolutions du planning prévisionnel à la demande du **Syndicat**, seront prises en compte un mois après leur envoi à **ENEDIS**.

4. REPARTITION DES MISSIONS

4.1. Missions exercées par le Syndicat

Le **Syndicat**, maître d'ouvrage du BHNS, assure les missions suivantes :

- Elaboration du programme des travaux du BHNS (hors travaux réalisés par les concessionnaires)
- Arrêt de l'enveloppe financière prévisionnelle
- Financement du projet BHNS
- Formulation des exigences en matière de qualité, de sécurité publique et d'organisation générale de l'opération
- Validation financière des projets facturables de dévoiement des réseaux
- Validation technique (emprise) des projets de dévoiement des réseaux
- Conclusion des contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux
- Approbation des étapes de conception
- Réalisation des investigations complémentaires, dans le cadre du décret DT-DICT et remise des plans aux différents concessionnaires selon norme NF S 70-003-3
- Exécution du marché conclu avec ses maîtres d'œuvre principaux : EGIS Villes & Transports pour la réalisation des travaux de la ligne 1 et de la ligne 2

Le **Syndicat** a confié aux maîtres d'œuvre principaux, pour les secteurs les concernant, les missions suivantes :

- Définition de l'emprise et conception des installations du BHNS
- Etablissement et remise des plans de synthèse des réseaux existants
- Coordination de l'ensemble des travaux de dévoiement réalisés par les concessionnaires de réseaux
- Planification et coordination de l'ensemble des travaux hors travaux de dévoiement, renouvellement et enfouissements de réseaux
- Les maîtres d'œuvre principaux ci-dessus désignés seront l'interlocuteur principal pour le projet BHNS des occupants du domaine public chacun pour le ou les secteurs le concernant.
- La coordination SPS est confiée à une entreprise indépendante : Qualiconsult sécurité

4.2. Missions exercées par ENEDIS

En tant que concessionnaire de la distribution publique d'énergie électrique, **ENEDIS** est Maître d'ouvrage pour l'ensemble des études et travaux qui devront être entrepris sur les ouvrages qu'il exploite dans le cadre des travaux du BHNS du **Syndicat des Mobilités l'agglomération Côte Basque Adour**.

En conséquence, **ENEDIS** assure ou fait assurer la réalisation des interventions le concernant. A ce titre, tant du point de vue administratif que du point de vue technique, **ENEDIS** se charge des travaux sur les réseaux HTA, BTA, les postes de distribution publique, les coffrets et les branchements électriques.

ENEDIS effectuera sous sa maîtrise d'ouvrage les opérations suivantes :

- Etudes topographiques et techniques
- Détection des ouvrages existants dans le cadre des investigations complémentaires, pour le compte et à la demande du syndicat. Toutefois, la réalisation de cette prestation est soumise à l'accord préalable d'ENEDIS. En cas de refus de la part d'ENEDIS le **Syndicat** fera appel à un autre prestataire
- Etablissement des dossiers « d'autorisation » et de « permis de construire » éventuels
- Participation aux réunions de coordination
- Etablissement des fouilles et des tranchées (en cas de coordination de travaux, une mise à disposition des fouilles et des tranchées par le MOA de l'opération sera envisageable)
- Fourniture, pose et raccordement des ouvrages électriques
- Remblaiement des fouilles et des tranchées conformément aux règles de l'art (en cas de coordination de travaux, une mise à disposition des fouilles et des tranchées par le MOA de l'opération sera envisageable)
- Réfection permettant l'usage du site (remblaiement, couche de roulement provisoire), eu égard aux multiples intervenants à venir. Le revêtement final prévu dans le cadre et sur le périmètre du projet de Tram'bus sera pris en charge par le **Syndicat** (en cas de coordination de travaux, une mise à disposition des fouilles et des tranchées par le MOA de l'opération sera envisageable)
- Contrôle du respect des règles de construction des ouvrages exploités par **ENEDIS** situés au voisinage des autres concessionnaires;
- Report géoréférencés, pour ses besoins d'exploitation, des ouvrages exécutés sur des plans au 1/200^{ième};

En parallèle, pendant et après la phase des travaux, **ENEDIS** exerce sa mission de service public, à savoir l'entretien, le dépannage et le raccordement des nouveaux utilisateurs du réseau de distribution publique. Les interventions réalisées sur le domaine public seront exécutées conformément aux dispositions définies dans les règlements de voirie concernés.

Toutes les dispositions seront prises par le **Syndicat** ou ses maîtres d'œuvres pour que les accès aux ouvrages d'**ENEDIS** soient maintenus, avant, pendant et après les travaux afin de réaliser les interventions d'entretien, de dépannage et de raccordement.

De la même façon, toutes les dispositions seront prises par **ENEDIS** ou ses maîtres d'œuvres pour que les accès aux travaux réalisés par le **Syndicat** soient maintenus, avant, pendant et après les travaux afin de réaliser les travaux d'aménagements prévus dans le cadre des projets de Tram'bus.

5. ENGAGEMENTS DES PARTIES SUR LA PRISE EN CHARGE FINANCIERE DES TRAVAUX

La réalisation des travaux du BHNS du **Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour** nécessite qu'il soit procédé à la modification ou au déplacement d'une partie des ouvrages exploités par le concessionnaire afin de les rendre compatibles avec ceux relatifs à la réalisation du BHNS et de ses équipements nécessaires à son fonctionnement.

Ils comprennent entre autres, des quais de stations du BHNS, et, de manière générale, tous les équipements strictement nécessaires au bon fonctionnement du BHNS sis dans l'emprise du projet tel que définie dans le périmètre de la DUP.

Toutefois, certains déplacements pourront demeurer à la charge du Syndicat, notamment lorsque les travaux ne répondent pas strictement aux critères mentionnés ci-dessus, ou lorsque les ouvrages exploités par **ENEDIS** sont initialement implantés sur le domaine public autre que routier ou sur le domaine privé (des collectivités locales ou des tiers privés). Les premières estimations des coûts supportés par le **Syndicat** sont étudiées par **ENEDIS** à partir des éléments techniques du projet BHNS, établis par les Maîtrises d'œuvre et validés par le **Syndicat**. Les estimations sont établies hors taxes et hors frais généraux, selon les éléments techniques remis par les Maîtrises d'œuvre. Elles évolueront avec l'avancement des travaux et les modifications apportées aux plans projet au cours de la réalisation des travaux, selon les modalités définies dans la présente convention.

A noter que la détermination du régime juridique des parcelles sur lesquelles sont implantés des ouvrages de distribution publique d'électricité (public routier, public autre que routier, privé) s'effectue à la date d'obtention de la déclaration d'utilité publique du projet BHNS relatif à cette convention. En application du code général de la propriété des personnes publique, l'article L2111-14, indique « Le domaine public routier comprend l'ensemble des biens appartenant à une personne publique et affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées ».

La définition du domaine public routier établie par la jurisprudence entend par exemple : le sous-sol, les talus, les accotements, les murs de soutènement, les trottoirs, les terre-plein centraux, les pistes cyclables (elles font corps avec la chaussée en bordure de laquelle elles sont établies), les équipements routiers (dispositifs « affectés aux besoins de la circulation routière, destinés à la signalisation, à la protection des usagers, à l'exploitation des voies du domaine public routier, à la constatation des infractions du Code de la route »), et les parcs de stationnement directement reliés à la voirie.

Les principes généraux d'occupation des différents domaines par les réseaux de distribution publique d'électricité et de financement des déplacements de ces dits ouvrages sont définis ci-dessous :

Domaine	Public Routier	Public Autre que Routier	Privé
Financement déplacement d'ouvrage	ENEDIS	Demandeur	
Régime d'occupation ENEDIS	Occupant de droit	Autorisation d'Occupation Temporaire	Convention de Servitude

5.1. Prestations prises en charge par ENEDIS pour les déplacements d'ouvrages rendus nécessaires par la réalisation du BHNS situés initialement sur le domaine public routier

Lorsque le déplacement des réseaux situés initialement sur le domaine public routier est la conséquence de travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public routier et constitue une opération d'aménagement conforme à la destination de ce domaine, les frais liés à cette opération sont supportés par **ENEDIS** conformément à la jurisprudence actuellement en vigueur.

Il est entendu que le déplacement afférent sera réalisé au minimum technique. Ceci implique qu'**ENEDIS** prendra en charge la solution technique la moins onéreuse permettant la réalisation des travaux projetés par la **Syndicat**.

Si le **Syndicat** souhaite une autre solution alternative, il devra prendre en charge son surcoût.

Ainsi, à titre d'exemple, si le **Syndicat** ou ses maîtres d'œuvres imposent que les réseaux exploités par **ENEDIS** soient à une profondeur supérieure à celle définie dans l'arrêté technique du 17 mai 2001, article 37 et/ou 40, le surcoût engendré par ces sujétions particulières sera à la charge du **Syndicat**, y compris le blindage éventuel des fouilles (Article 40 pour la partie en site propre, Article 37 pour la partie non en site propre).

5.2. Prise en compte de sujétions spécifiques au regard des ouvrages exploités par ENEDIS

Si des sujétions spécifiques apparaissent, les parties se réuniront pour étudier ensemble les modalités de prise en charge.

5.3. Déplacements et/ou enfouissements des ouvrages exploités par ENEDIS situés initialement sur le domaine privé d'une collectivité ou d'un particulier et / ou sur le domaine public autre que routier

Le **Syndicat** s'engage à prendre en charge l'intégralité des frais engendrés par le déplacement et/ou l'enfouissement des ouvrages (postes, réseaux, branchements, coffrets) situés initialement sur le domaine privé et / ou sur le domaine public autre que routier, au titre des dommages de travaux publics.

Dans l'hypothèse d'un réseau à déplacer situé à cheval sur le domaine public routier et sur le domaine privé ou sur un domaine public autre que le domaine public routier, ENEDIS facturera au Syndicat le déplacement de ses ouvrages, au prorata de leur présence sur le domaine privé ou public autre que routier.

5.4. Déplacements et/ou enfouissement des ouvrages exploités par ENEDIS dans l'intérêt d'un autre occupant du domaine public routier

Le **Syndicat** s'engage dans ses décisions de réaménagement du domaine public routier à ne pas privilégier tel ou tel occupant. Il s'engage à rester le plus neutre possible et à mettre en œuvre une coordination qui recherchera au maximum des solutions permettant d'éviter de déplacer les ouvrages existants.

Le **Syndicat** s'engage à prendre en charge l'intégralité des frais de déplacement et/ou d'enfouissement des ouvrages dont il aura lui-même demandé le déplacement uniquement dans l'intérêt d'un autre occupant du domaine public routier.

5.5. Déplacement provisoire et mise en place de protections

Les déplacements d'ouvrages provisoires et les mises en place de protections des ouvrages exploités par ENEDIS sollicités par le Syndicat, ou rendus strictement nécessaires pour la réalisation des travaux d'infrastructures du BHNS, seront intégralement pris en charge par le Syndicat.

Il est entendu par déplacement provisoire les travaux de modification ponctuels, des ouvrages de distribution publique dont l'objectif est de permettre la mise en œuvre des moyens nécessaires à la réalisation des travaux d'infrastructures du BHNS, sans que ces modifications soient définitives.

5.6. Demande de déplacement en urgence

Le **Syndicat** s'engage à prendre en charge tous les frais supplémentaires (la répartition des frais principaux aura été définie conformément aux paragraphes précédents) engendrés pour **ENEDIS** par une demande d'intervention et de déplacement en urgence sous réserve de l'obtention des autorisations administratives et du respect des délais de programmation et de réalisation des travaux.

Il s'agit de toutes les modifications demandées par le Syndicat, modifiant l'avant projet définitif, dans un délai inférieur à deux mois par rapport à la date prévue de réalisation des travaux de déplacement des ouvrages. La demande pourra être faite soit par échanges de documents (fax ou mail) type « point d'arrêt » et par réalisation des travaux avec inscription au compte rendu de chantier par la maîtrise d'œuvre après relevé contradictoire et devis validé avec la mention « bon pour accord ».

Dans l'hypothèse où les accords d'intervention chez des propriétaires privés n'auraient pas encore été finalisés alors que le **Syndicat** a demandé l'intervention d'**ENEDIS**, le **Syndicat** s'engage également à prendre en charge les frais générés par ces interventions.

Dans le cas des réseaux qui n'auraient pas été déclarés par l'exploitant (notamment lors des réponses au DICT) et que ces réseaux sont impactés, la prise en charge de ce dévoiement en urgence sera supportée dans sa totalité par **ENEDIS**.

Pour tous les autres cas éventuels de déplacement en urgence, les parties conviennent d'un traitement au cas par cas de la prise en charge financière en fonction du contexte et du caractère de l'urgence.

5.7. Demande de raccordements définitifs

Afin de faciliter le traitement des demandes de raccordements définitifs pour les besoins du BHNS, toutes les demandes devront parvenir à **ENEDIS** conformément aux modalités définies à l'annexe 5.

Ces demandes devront parvenir à **ENEDIS** dans des délais permettant leur prise en compte dans les projets de déplacement d'ouvrage avec l'emplacement précis et la puissance souhaitée pour éviter que soit modifié ou supprimé un ouvrage inutilement et ainsi éviter le cas échéant, une reconstruction aux frais exclusifs du Syndicat. Si une telle situation devait se produire, le **Syndicat** prendrait alors en charge tous les frais relatifs à la reconstruction de l'ouvrage nécessaire pour répondre à son besoin d'énergie.

Les coûts des raccordements des stations seront établis à partir du barème de raccordement en vigueur consultable sur www.ENEDIS.distribution.fr.

5.8. Mise à disposition de plans géo référencés au Syndicat

ENEDIS fournira au **Syndicat** les plans numérisés à grande échelle au 1/200 ème géo référencés pour l'ensemble des « Folio V2 » pour les ouvrages électriques situés dans l'emprise du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) reliant Bayonne Nord à Biarritz et Tarnos Nord à Bayonne Sud selon le tracé défini (c.à.d. sur la base des plans communiqué via les PRO)

Dans la mesure où les fonds de plans à partir desquels sont établis les plans géo référencés ont été réalisés par le Syndicat, ce dernier prend acte qu'ENEDIS ne peut garantir l'exactitude de l'ensemble des plans géo référencés. Partant, le **Syndicat** renonce à tout recours contre ENEDIS fondé sur le degré de fiabilité des plans géo référencés dans le cadre de la présente Convention, en cas d'erreur, omission ou inexactitude de ces derniers.

Ces plans seront remis au Syndicat sous quinze jours (15) après la fin des travaux d'ENEDIS.

5.9. Implantation des arbres et végétaux

Le **Syndicat** s'engage à réduire au maximum le nombre de déplacement d'ouvrages exploités par ENEDIS, en reconsidérant dans la mesure du possible l'implantation des arbres dans son projet.

Pour les arbres qui seront installés et qui auront un impact sur les réseaux existants, Le **Syndicat** s'engage à étudier la possibilité d'implanter des essences à faibles racines qui permettront de maintenir les ouvrages et/ou étudier la possibilité de mettre en œuvre une protection adaptée.

Dans les cas où aucune solution ne pourra être mise en œuvre pour maintenir les ouvrages et si le déplacement est la seule alternative, les parties se réuniront suffisamment en amont pour respecter les intérêts des parties, pour étudier la meilleure solution à envisager afin de limiter au maximum le coût du déplacement.

Dans tous les cas, la norme NFP 98-332 chapitre 4 sera le référentiel à respecter en termes de Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux.

5.10. Double déplacement

En cas de modification du projet identifié à l'annexe 1, à l'initiative du **Syndicat** ou de sa maîtrise d'œuvre et ce, pour quelle que raison ou motivation que ce soit, après qu'ENEDIS ait instruit les procédures administratives ou procédé aux déplacements de ses ouvrages, ENEDIS, Le **Syndicat** et sa Maîtrise d'œuvre se concerteront pour déterminer si les ouvrages exploités par ENEDIS doivent ou non être de nouveau modifiés. Dans ce cas, les frais relatifs à la double modification seraient intégralement pris en charge par Le Syndicat.

Si à la suite de la modification des ouvrages ENEDIS, il s'avère que leur positionnement est différent de celui initialement prévu du fait d'ENEDIS, alors ENEDIS, Le **Syndicat** et sa maîtrise d'œuvre se concerteront pour savoir si les ouvrages ENEDIS doivent impérativement être modifiés ou s'ils peuvent rester en l'état. En cas de nécessaire modification, les frais de la nouvelle modification seraient alors intégralement pris en charge par ENEDIS.

5.11. Surveillance Archéologique

Les travaux de déplacement des réseaux pourront faire l'objet d'une surveillance archéologique et des arrêts de chantier pourront être demandés en cas de découverte de vestiges. Les frais relatifs aux opérations de surveillance et de fouille seront répartis comme indiqué ci-dessous :

- ENEDIS prendra en charge les frais relatifs aux fouilles archéologiques qui pourraient être prescrites et seraient nécessaire à la réalisation du déplacement d'ouvrage, uniquement quand ce dernier est rendu obligatoire pour motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie. Ceci concerne uniquement les travaux réalisés sur l'emprise du domaine public routier.
- Le Syndicat prendra en charge les frais relatifs aux fouilles qui pourraient être prescrites pour la réalisation du déplacement d'ouvrage à sa charge, situés en dehors du domaine public routier.

Ces frais seront supportés équitablement par les différents concessionnaires (ou occupants) s'il était convenu initialement que la fouille leur était aussi profitable.

Si des prescriptions archéologiques sont demandées, des arrêts de chantier pourront être nécessaires. Dans cette hypothèse, le retard du projet ne saurait être imputé à ENEDIS. En conséquence, le **Syndicat** renonce par avance à toute action contre ENEDIS pour le préjudice que lui causerait un report de la date de mise en service d'une ou plusieurs des lignes du BHNS.

Le suivi administratif de l'archéologie préventive sera assuré par Le **Syndicat**.

5.12. Réseaux non déplacés situés dans l'emprise des travaux du projet

Tout en étant dans l'emprise du projet du BHNS, un certain nombre de réseaux BT et HTA exploités par ENEDIS restent compatibles avec les travaux du BHNS. A ce titre ils ne nécessitent pas d'opérations de déplacement d'ouvrage et/ou de protections particulières. Le **Syndicat** s'engage à respecter les prescriptions édictées en annexe 3 de la présente convention.

En cas de besoin d'intervention d'ENEDIS, les dispositions du § 5.5 de la présente convention seront appliquées.

5.13. Non réalisation du projet – Absence de DUP

Dans l'hypothèse où le **Syndicat** ne bénéficierait pas d'une Déclaration d'Utilité Publique pour la réalisation de son projet de construction du BHNS ou bénéficierait d'une Déclaration d'Utilité Publique partielle ou dans les cas où le **Syndicat** déciderait

pour quelle que raison que ce soit de ne pas poursuivre son projet en tout ou partie, ou si une ou plusieurs DUP relative au projet devaient être annulées, alors les frais engagés par **ENEDIS** comprenant notamment les frais d'études et de modifications des ouvrages réalisés lui seraient intégralement remboursés par le **Syndicat**.

6. NATURE DE LA PRESTATION REALISEE PAR ENEDIS

6.1. Principes de base retenus par les parties

En tant que Maître d'Ouvrage, **ENEDIS** détermine, suite à la demande du Syndicat, les ouvrages qui devront être modifiés et la solution électrique à mettre en œuvre.

Dans tous les cas où le tracé du BHNS doit être modifié ou ajusté, ou si le **Syndicat** modifie ses demandes de déplacement et si cela impacte la solution électrique proposée, alors une nouvelle étude devra être réalisée par **ENEDIS**. Les frais relatifs à la reprise d'étude seront à la charge exclusive du **Syndicat**.

Le **Syndicat** s'engage à informer le plus rapidement possible **ENEDIS** des zones sur lesquelles les travaux débiteront en premier. **ENEDIS** précise d'ores et déjà que les travaux de modification des ouvrages ne pourront tous être entrepris en même temps. De plus, ils ne pourront être entrepris qu'une fois la solution électrique définitive validée, les autorisations administratives obtenues et sous réserve de l'acceptation des devis pour les prestations payantes, **ENEDIS** reste propriétaire des créations intellectuelles réalisées par ses soins dans le cadre de la présente convention et détient tous les droits accordés aux auteurs par le code de la propriété intellectuelle.

6.2. Identification des travaux de déplacement à réaliser

Le **Syndicat** précise que le tracé de référence du BHNS joint à l'annexe 1, est considéré comme étant stabilisé, ce qui n'exclut pas qu'il puisse faire l'objet d'ajustements ponctuels (vue en plan et/ou profil en long et/ou profil en travers).

ENEDIS vérifie si des ouvrages électriques exploités par elle sont impactés par le tracé du futur BHNS remis par le **Syndicat**. En phase APS, **ENEDIS** opère cette vérification au regard des ouvrages répertoriés sur sa cartographie, au moment même de la réalisation de cet APS. Sa cartographie ne tient nullement compte des ouvrages en cours de construction ou pour lesquels des autorisations ont été données et qui pourront le cas échéant être réintégrés ultérieurement dans les points d'impacts à prendre en considération, ni des ouvrages construits et non encore retranscrits dans sa cartographie, ni des ouvrages éventuellement déposés ou en cours de dépose.

6.3. Remise d'un Avant Projet Sommaire (APS)

Pour chaque zone de travaux répertoriée, **ENEDIS** établit une solution électrique pour modifier l'ouvrage sous la forme d'un avant projet sommaire, matérialisant l'ouvrage à déplacer et le nouveau tracé sur un plan.

Les APS ainsi réalisés seront envoyés au **Syndicat** au fil de l'eau sous format papier ou informatique.

Le **Syndicat**, s'il acquiesce à la solution proposée, s'engage à valider par écrit via un retour de mail ou par courrier, les solutions électriques proposées. Les validations seront réalisées selon les priorités d'interventions définies par le **Syndicat** et celles d'**ENEDIS** au regard des ouvrages qu'elle exploite.

S'il s'avère que le **Syndicat** a besoin d'explication sur la solution proposée, il prendra rendez-vous avec l'interlocuteur étude d'**ENEDIS**. Afin d'optimiser les échanges, plusieurs dossiers pourront être étudiés au cours de chacune de ces rencontres. Si effectivement, une autre solution peut être envisagée dans les mêmes conditions, alors **ENEDIS** pourra seule décider de l'étudier dans la mesure où **ENEDIS** ne pourra retenir que des solutions qui ne perturbent ni la qualité d'alimentation de ses clients, ni la continuité du service qu'elle leur doit et qui soit conforme au schéma directeur d'alimentation du secteur concerné et aux règles d'exploitation des ouvrages définies par **ENEDIS** dans son référentiel.

C'est seulement lorsque le **Syndicat** aura validé les avants projets sommaires, que les études définitives pourront être lancées par **ENEDIS** intégrant les travaux qui auraient pu être omis précédemment.

6.4. Détermination par ENEDIS de l'étude détaillée définitive et validation par le Syndicat

Une fois la solution électrique en phase APS validée par le **Syndicat**, **ENEDIS** peut alors entreprendre de réaliser les études détaillées. Il appartiendra au **Syndicat** de répondre aux sollicitations du bureau d'études (par E-Mail ou Courrier) mandaté par **ENEDIS**, dans les 7 jours. Le défaut de réponse constituera un point d'arrêt pour **ENEDIS**.

ENEDIS transmettra pour validation définitive un « Dossier particulier ouvrage électrique » constitué des plans détaillés des travaux à réaliser, accompagné d'un descriptif technique, d'un planning prévisionnel de travaux. Le planning tiendra compte des objectifs de réalisation du **Syndicat** de ses travaux et des contraintes d'exploitation du réseau électrique définies par **ENEDIS**, étant précisé qu'en cas de désaccord sur le planning, les parties se concerteront pour trouver un planning acceptable pour les deux parties.

Le **Syndicat** s'engage à valider le « Dossier particulier ouvrage électrique » par retour écrit ou mail, dans un délai maximum de deux (2) semaines à compter de sa réception. A défaut, le dossier fera l'objet d'un point d'arrêt pour **ENEDIS**. **ENEDIS** déposera son article II et procédera aux formalités de publicité qui s'imposent. Il en va de même pour les éventuelles déclarations préalables nécessaires à la construction des postes de transformation. Il est d'ores et déjà indiqué que le délai minimum d'instruction des autorisations administratives est de 21 jours (pour l'Article II du Décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité) et d'un mois pour les Déclarations Préalables.

S'il s'avère que les plans remis par le **Syndicat** devaient être modifiés à son initiative, **ENEDIS** devra alors refaire son étude, ce qui pourra entraîner une modification des travaux à effectuer. L'intégralité des coûts générés par la reprise d'étude seront intégralement financés par le **Syndicat**.

Le **Syndicat** ne sera nullement propriétaire des créations réalisées par **ENEDIS** dans le cadre des études menées au titre de la présente convention.

6.5. Réalisation des travaux de modification des ouvrages électriques

ENEDIS, en tant que maître d'ouvrage, devra obtenir l'ensemble des autorisations auprès des différents gestionnaires de voirie (communes, département, agglomération) pour la réalisation des travaux. Le **Syndicat** ne pourra être tenu pour responsable des demandes particulières de la part des gestionnaires de voirie dans le cadre des travaux objets de la présente convention.

Toutefois le **Syndicat** en tant que maître d'ouvrage du projet BHNS fera son possible pour faciliter la coordination et la coopération entre les différents gestionnaires de la voirie et **ENEDIS**.

Une fois les autorisations administratives obtenues, et avant tout commencement de travaux par **ENEDIS**, le **Syndicat** validera sur le terrain le positionnement des ouvrages. Le **Syndicat** s'engage dès à présent à répondre à toutes les demandes de positionnement sur le terrain formulées par **ENEDIS** dans le délai de quinze (15) jours suivant la demande.

Tout dépassement de délai fera l'objet d'une notification par **ENEDIS** au **Syndicat** et le retard éventuel dans les travaux ne sera imputable qu'au **Syndicat**.

Toute modification des priorités et des délais de fin de travaux affectant à chaque priorité doit faire l'objet d'une information dès sa connaissance par le **Syndicat** à **ENEDIS** par courrier électronique (mail). S'il s'avère que le délai pour la réalisation des travaux devait être écourté, **ENEDIS** ne pourra être tenue pour responsable des éventuels retards induit par une réduction du délai, une fois la phase d'étude lancée.

Une fois les travaux terminés, ENEDIS et le Syndicat établiront un constat d'achèvement des travaux signé des deux (2) parties et signeront également le plan relevé après travaux (RAT).

6.6. Information des riverains

Dans l'optique d'assurer la meilleure conduite des chantiers de déplacement d'ouvrage dont **ENEDIS** assurera la maîtrise d'ouvrage, un affichage spécifique à l'image de marque d'**ENEDIS** sera positionné de part et d'autre de la zone de chantier.

Pour les travaux qui pourraient être financés par le **Syndicat**, **ENEDIS** s'engage à préciser sur les informations qu'il diffuse que ces travaux sont financés, pour tout ou partie, par le **Syndicat**, en faisant apparaître les logos du **Syndicat** ainsi que celui du Tram'bus (fichiers des logos fourni par le **Syndicat**).

En termes d'informations au riverains et pour tous les travaux engagés ou à engager, **ENEDIS** s'engage à fournir au **Syndicat** une fiche d'information reprenant les éléments suivants :

- Objet du chantier
- Consistance des travaux
- Durée des travaux
- Conditions de réalisation des travaux (notamment s'il y a des interventions nocturnes)
- Impact sur les conditions de circulation

7. CONCILIATION

Dans tous les cas qui se présenteraient et qui ne seraient pas traités dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à se rencontrer pour négocier les modalités de prises en charges des frais de déplacement, dans un délai de trois (3) mois à compter de l'apparition du cas non traité dans la présente convention.

Si toutefois, les parties n'arrivent pas à s'entendre sur la prise en charge des frais de déplacement des ouvrages, elles pourront après constat d'échec des négociations, engager toutes les procédures qu'elles jugeront utiles.

Dans tous les cas, **ENEDIS** s'engage à réaliser les travaux. La charge finale de ses travaux sera supportée par celui qui sera désigné par le tribunal compétent.

8. MAINTIEN DES ACCES PUBLICS PENDANT LES PHASES DE TRAVAUX

ENEDIS mettra en œuvre les moyens matériels et humains nécessaires au maintien des accès pour les riverains, les commerces, les entreprises, les administrations et les établissements scolaires en garantissant leur sécurité.

9. TRAVAUX A REALISER DANS LE CADRE DE L'ANTICIPATION DES RACCORDEMENTS DES FUTURES CONSTRUCTIONS

ENEDIS ne réalisera pas de travaux anticipés dans le cadre de futurs raccordements en relation avec des projets potentiels de nouveaux clients. En cas de demande d'anticipation de la part de la commune concernée par ce raccordement et si cette dernière s'engage à ce financement, les travaux pourront se faire en anticipation et en coordination rémunérés par la dite commune.

10. COORDINATION, PROGRAMMATION ET SECURITE DES TRAVAUX

Le **Syndicat** fournira un planning général de l'opération (annexe 2).

ENEDIS indiquera la durée nécessaire pour ses travaux qui devront s'inscrire dans le planning remis par le **Syndicat**.

La coordination sera assurée par le **Syndicat** qui fixera conjointement et en concertation avec les différents occupants du domaine public routier, les futurs emplacements de ceux-ci sans privilégier tel ou tel occupant par rapport aux autres. Le planning des travaux desdits occupants devra s'inscrire dans le planning général du projet.

Le positionnement définitif des réseaux sera validé par la Maîtrise d'œuvre. Il sera reporté et précisé sur un plan de relocalisation.

Le **Syndicat** et/ou sa maîtrise d'œuvre rechercheront au maximum des solutions permettant de limiter au moindre coût le déplacement des ouvrages, et permettant la réalisation des déplacements selon les solutions proposées par **ENEDIS**.

ENEDIS s'engage à réaliser ses travaux dans les délais compatibles avec le calendrier de réalisation, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives et privées nécessaires à leur réalisation.

ENEDIS supportera les éventuelles conséquences du non-respect de son fait, du planning fixé et les éventuels coûts liés aux reprises d'études pour respecter le planning.

Le **Syndicat** supportera les conséquences dommageables des modifications du planning dont **ENEDIS** n'est pas à l'origine, hormis si les modifications sont le fait d'un cas de force majeure ou aléas liés aux intempéries.

Le **Syndicat** s'engage à informer **ENEDIS** à minima 2 mois avant le début des travaux, en cas de modification substantielle du planning de son propre fait. En deçà de ce délai les travaux sont à considérer comme étant urgents (tel que définis à l'article 5.6).

Les travaux de l'opération BHNS du **Syndicat des Mobilités** sont assujettis aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux obligations de désignation par chaque maître d'ouvrage d'un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé. Les travaux de déviation de réseaux font partie de l'opération et à ce titre, le maître d'œuvre et les entreprises qui agissent pour le compte d'**ENEDIS** participent au Plan Général de Coordination (PGC) établi par le coordinateur de l'opération, ce dernier étant désigné par le Syndicat.

Le reste de la législation en matière de sécurité à l'intérieur de chaque chantier, reste toutefois du ressort de chaque maître d'ouvrage.

11. MODALITES DE REGLEMENT DES TRAVAUX A LA CHARGE DE LE SYNDICAT

11.1. Validation de la prise en charge des frais de déplacement ou de modification des ouvrages exploités par ENEDIS

Pour chaque déplacement ou modification d'ouvrage supporté par le **Syndicat**, **ENEDIS** lui adressera un devis au canevas technique comprenant un descriptif technique et financier. Ce devis devra parvenir au Syndicat, dans un délai de un (1) mois avant le début des travaux. Le **Syndicat** s'engage à se prononcer sous un délai maximum de quinze (15) jours à compter de sa réception. A défaut d'accord sur le devis dans le délai imparti, les travaux ne seront ni programmés, ni réalisés. Les frais de déplacement, autres que ceux ayant fait l'objet d'estimations listées en annexe qui n'auront pas reçu l'accord formalisé par Le **Syndicat** dans les délais précités, ne feront pas l'objet de prise en charge.

En cas d'urgence, c'est à dire lorsque le délai pour déplacer l'ouvrage sur demande du **Syndicat** ou de sa maîtrise d'œuvre ne permet pas la mise en œuvre de l'alinéa précédent, un échange écrit par mail permettra à **ENEDIS** d'établir sa proposition qui devra impérativement être acceptée par écrit par le **Syndicat** avant toute programmation et réalisation.

Les travaux seront facturés conformément aux devis acceptés par le **Syndicat**. Une fois les travaux terminés, **ENEDIS** et le **Syndicat** établissent un constat d'achèvement des travaux signé des deux (2) parties qui signeront également le plan relevé après travaux (RAT).

11.2. Etablissement des factures par ENEDIS

Les factures hors TVA établies par **ENEDIS** le seront à l'ordre du **Syndicat** à l'achèvement de chacune des affaires relatives aux devis.

11.3. Règlement des factures émises par ENEDIS

Les factures émises par **ENEDIS** doivent être réglées par Le **Syndicat**, dans un délai de 30 jours à compter de leur date de réception. Le règlement des factures sera réalisé selon les règles de la comptabilité publique.

RIB :	Etablissement	Guichet	N°Compte	Clé	Domicilié à
	20041	01016	0861093M037	21	La Banque Postale, Centre de Toulouse,
IBAN : FR38 2004 1010 1608 6109 3M03 721	BIC : PSSTFRPPTOU				31900 TOULOUSE Cedex

Le règlement des factures se fait par virement sur le CCP

S'agissant d'une contribution assimilable à une indemnité pour dommages et intérêts, celle-ci est exonérée de TVA
Les factures doivent être adressées en trois exemplaires à :

Monsieur le Président du **Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour**
Adresse : 15, avenue Foch 64185 BAYONNE CEDEX

12. RESPONSABILITE

ENEDIS et le **Syndicat** demeurent responsables du respect des règles de l'art et des mesures de sécurité applicables à leurs propres travaux réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre respectives.

Ils demeurent également responsables des garanties contractuelles attachées aux travaux dont ils sont maîtres d'ouvrage.

13. ACCES AU CHANTIER

Toutes les dispositions seront prises par le **Syndicat** ou ses maîtres d'œuvres pour que les accès aux ouvrages d'**ENEDIS** soient maintenus, avant, pendant et après travaux. Il s'agit notamment des accès permanents aux postes de transformation, à tout organe de manœuvre du réseau.

Par ailleurs, les accès devront être autorisés pour des engins de terrassement, de transport et de manutention ainsi que pour tout véhicule d'intervention.

ENEDIS et le **Syndicat** définiront, en lien avec le Maître d'œuvre du Syndicat, les modalités d'intervention sur les chantiers des travaux d'aménagement du BHNS pour les cas d'urgence (dépannage). Ces modalités prendront en compte notamment les risques liés à la co-activité.

14. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

Les dispositions de la présente convention prendront fin un an après la date de mise en service commerciale de la totalité des lignes 1 et 2 du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

15. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention et notamment pour toute notification, signification ou assignation, les parties conviennent de faire élection de domicile respectivement :

ENEDIS, 4, Rue Tristan Derème 64075 PAU Cedex

Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, 15, avenue Foch 64185 BAYONNE CEDEX

L'une et l'autre partie sont respectivement représentées par leur signataire, l'annexe 4 définissant les interlocuteurs en charge du projet.

16. LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention devra faire l'objet d'une recherche de règlement amiable ou par voie de médiation, entre les parties préalablement à toute action contentieuse devant les tribunaux compétents.

Ce règlement amiable devra être entrepris à l'initiative de l'une des parties dans le mois qui suit la connaissance de l'objet du litige ou du différend confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

A défaut de règlement à l'amiable, chacune des parties sera libre d'engager une action contentieuse.

17. ENREGISTREMENT

La présente convention n'est pas assujettie aux droits de timbre et d'enregistrement. Ces droits s'ils étaient perçus seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

18. ACCEPTATION

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes les dispositions de la présente convention.

Fait à Bayonne le.....

En deux (2) exemplaires originaux,

Pour Le Syndicat

Pour **ENEDIS**

Monsieur Claude OLIVE
En qualité de Président

Monsieur Marc LOTZ
En qualité de Directeur

- (1) Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »
(2) Parapher l'intégralité des pages, y compris les annexes

ANNEXE 1 : Tracés du projet - Plan des lignes 1 et 2




ANNEXE 2 : Planning prévisionnel des lignes 1 et 2

ANNEXE 4 - INTERLOCUTEURS

Pour le Syndicat

<p>Patrice LENAY, Chef de projet Tram'bus Portable : 06 15 82 89 48 Bureau : 05 59 44 74 80 Email : p.lenay@communaute-paysbasque.fr</p> <p>Patrice BRIOL, Chargé de Projet « Ligne 1 & 2 » Portable : 06 03 21 40 45 Bureau : 05 59 44 74 81 Email : p.briol@communaute-paysbasque.fr</p>	
--	--

Pour ENEDIS

<p>Relation territoire Philippe DENYS, Directeur Territorial Pyrénées Atlantiques Portable : 06 22 80 04 80 Bureau : 05 59 58 64 70 Email : philippe-p.denys@enedis.fr</p> <p>Jean François HARIGNORDOQUY Interlocuteur Privilégié des Collectivités Locales Portable : 06.85.90.83.27 Bureau : 05.59.58.63.15 Email : jean-francois.harignordoquy@enedis.fr</p> <p>Interlocuteurs Raccordement Florian FOY Bureau : 05 59 01 62 63 Email : florian.foy@enedis.fr</p>	<p>Conduite du projet Christophe KOEPEL, responsable du projet Portable : 06 03 49 30 18 Bureau : 05 59 58 63 43 Email : christophe.koeppel@enedis.fr</p> <p>Philippe ALAOUI, intégrateur métiers Portable : 06 08 06 69 60 Bureau : 05 59 58 64 50 Email : philippe.alaoui@enedis.fr</p> <p>Interlocuteurs Travaux Eric DARRICAU Portable : 06 22 07 95 05 Bureau : Email : eric.darricau@enedis.fr</p>	
<p>Accueil Téléphonique  N°Cristal 09 69 32 37 11 <small>APPEL NON SURTAXE</small> Email : ENEDIS -arembt-aqs@ENEDIS distribution.fr</p> <p>Interlocuteur Exploitation N° endommagement : 0 176 614 701</p>		

Ces préconisations ne se substituent pas au décret DT/DICT

	Impact sur l'ouvrage	Etat électrique de l'ouvrage	Personnel et habilitation	Préconisations	Documents d'Accès	Remarques
Travaux sans risque pour l'intégrité physique de l'ouvrage	Travaux à proximité sans contact	Ouvrage Sous-tension	Non habilité mais formé au risque sur canalisations isolées au sens de l'UTE C18-510	Contact et déplacement interdits.	Pas de processus d'accès	Si le Chef de Chantier n'est pas formé au risque sur canalisations isolées, il faudra un Surveillant de Sécurité.
	Travaux à proximité avec contact de l'ouvrage mais sans déplacement	Ouvrage Hors-tension	Présence d'un Chargé de Chantier habilité B0 ou H0 sur le chantier	Aucune contrainte sur les extrémités ou accessoires de l'ouvrage ou l'ouvrage lui-même.	Pas de processus d'accès	S'assurer du bon état apparent de l'ouvrage. Si un doute subsiste, contacter l'Exploitant au: 0 176 614 701
		Ouvrage Sous-tension				
	Travaux à proximité avec déplacement de l'ouvrage	Ouvrage Hors-tension	Chargé de Travaux habilité H2 ou B2 et exécutants habilités H1 ou B1.	Aucune contrainte sur les extrémités ou accessoires de l'ouvrage. Contact obligatoire de l'Exploitant au : 0 176 614 701	Autorisation de Travail de type ATSR	Travail d'ordre électrique. Canalisation identifiée et repérée par l'Exploitant. Opération faisant l'objet d'une Instruction de Sécurité établie par l'employeur de l'intervenant et définissant le mode opératoire.
		Ouvrage Hors-tension			Autorisation de Travail de type ATMR	
Travaux avec risque pour l'intégrité physique de l'ouvrage	Soutènement de l'ouvrage	Ouvrage Hors-tension	Non habilité mais formé au risque électrique	Aucune contrainte sur les extrémités ou accessoires de l'ouvrage. Contact obligatoire de l'Exploitant au: 0 176 614 701	Certificat pour Tiers de type CTH	Opération faisant l'objet d'une Instruction de Sécurité établie par l'employeur de l'intervenant et définissant le mode opératoire.
		Ouvrage Sous-tension	Chargé de Chantier habilité B0 ou H0		Certificat pour Tiers de type CTS	
	Travaux à proximité avec risque de dégradation de l'ouvrage	Ouvrage Hors-tension	Chargé de Chantier	Travail hors tension. Si cela est impossible, mise hors de portée par éloignement avec surveillance par un Chargé de Chantier habilité B0 ou H0 en possession d'une Instruction de Sécurité.	Certificat de Tiers après Mise Hors Tension de type CTH	Risque identifié suite à analyse lors de la pénétration dans la DLAP d'outils à main ou d'approche de la DLAP avec des engins mécaniques. Si atteinte à l'intégrité de la canalisation, stopper immédiatement les travaux et informer l'Exploitant au : 0 176 614 701
		Ouvrage Sous-tension	Chargé de Chantier habilité B0 ou H0		Certificat de Tiers après Mise Hors de Portée de type CTE	